



Le programme droitier de la grande coalition allemande: politique de grande puissance, militarisme et déportations accrues.

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2018

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#),
[Militarisation](#)

Si le nouveau gouvernement allemand a été assermenté hier, les médias avaient commencé bien avant à faire accepter son programme auprès du public. Ils confirmaient ce que le WSWS avait écrit dès le début sur l'accord de coalition: le programme de la grande coalition (CDU-CSU-SPD) sera caractérisée par une politique de grande puissance, de militarisme et d'attaques féroces contre les droits sociaux et démocratiques.

Samedi, *Der Spiegel* a publié une tribune intitulée «Merci, Donald.» Le rédacteur en chef du magazine, Klaus Brinkbäumer, résume ce que Sigmar Gabriel, Ursula von der Leyen, Wolfgang Ischinger, Herfried Münkler et d'autres représentants de la politique étrangère allemande ont proclamé ces derniers mois et tire des conclusions précises.

Il fallait être reconnaissant au président américain car «les failles de l'alliance transatlantique» offraient à l'Allemagne «l'opportunité» de «grandir», dit l'argument central de cet article. L'Allemagne doit de nouveau mener une politique étrangère «sale» basée sur une politique de grande puissance. «L'époque où nous pouvions compter sur les Etats-Unis et laisser toutes les tâches majeures, et surtout les sales, aux Etats-Unis est terminée», déclare Brinkbäumer, ajoutant, «nous devons une fois encore faire de l'Europe une force politique mondiale.»

Brinkbäumer regarde avec convoitise la «Chine non démocratique», qui prône «le libre-échange et la mondialisation», qui est «prévisible» et «à certains égards un meilleur partenaire» qu'«une Amérique brisée dans ses fondements démocratiques». En ce qui concerne les questions mondiales, l'Europe «doit choisir les partenaires dont elle a besoin pour imposer ce qu'elle considère juste. Et bien sûr, au besoin, contre les Etats-Unis».

Brinkbäumer résume ensuite en quatre points ce que cela signifie concrètement.

«Il faut dire adieu à la politique étrangère gentille, protégée, parfois hypocrite du passé», lit-on d'abord. L'Allemagne ne peut plus «se cacher» et «prendre des positions moralement pures».

Ensuite, il prône ouvertement la propagation du militarisme plutôt que de le déguiser: «Quand il s'agit d'opérations militaires impliquant des dépenses énormes et des risques avérés, alors dans une démocratie, elles devraient d'abord être débattues et ensuite tranchées.»

Il poursuit en exigeant une politique étrangère basée sur des intérêts et non sur des valeurs; cela doit aussi être discuté « sans crainte ». Il cite comme exemple la politique de l'Allemagne envers la Turquie et demande: «Voulons-nous que la Turquie respecte les droits de l'homme et les règles démocratiques, ou voulons-nous l'empêcher de s'orienter vers Moscou ou Pékin? »

Enfin, Brinkbäumer demande: «Nous devons unir l'Europe en une seule entité.» En fin de compte, «nous devons avoir une politique financière et économique commune, une armée commune, une stratégie commune et donc une politique étrangère commune». L'objectif doit être « une Europe forte – sinon nous, Européens, céderont notre importance et perdrons le combat ».

Il y a dix ans, un tel programme ouvertement impérialiste aurait provoqué des protestations ou au moins fait scandale. Aujourd'hui, il y a un consensus au sein de l'élite dirigeante et de ses partis, y compris le Parti de gauche. L'accord de coalition, signé par la CDU, la CSU et le SPD lundi, explique cela en détail.

Le cadre international, qui a permis à l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale de devenir une grande puissance économique par des moyens relativement pacifiques, n'existe plus. Les différends géostratégiques existent depuis longtemps avec les États-Unis. Ceux-ci sont maintenant aggravés par une guerre commerciale avec menaces de droits douanes sur l'acier et l'aluminium et de taxes punitives sur les voitures de la part du président américain Donald Trump, qui frapperaient au cœur l'économie allemande.

«Aucun autre pays ne serait aussi durement touché», déclare *Der Spiegel*, en citant l'économiste Gabriel Felbermayr. Un emploi allemand sur quatre dépend des exportations. En particulier, cinq industries clés – l'automobile, les machines, l'ingénierie électrique, les produits pharmaceutiques, les instruments de précision – sont parmi les principaux secteurs exportateurs vers l'Amérique.

De plus, l'Union européenne (UE), de loin le marché le plus important pour l'économie allemande, se désintègre. Suite au Brexit, les partis hostiles à l'UE détiennent désormais la majorité au parlement italien, un membre fondateur de la Communauté économique européenne. Et malgré l'enthousiasme pour le président français, Berlin et Paris n'ont pas trouvé d'entente pour mettre en œuvre la réforme de l'Union monétaire proposée par Macron – malgré le fait que la prochaine crise financière se profile.

La classe dirigeante allemande réagit à cette crise en recourant aux méthodes criminelles qu'elle a utilisées dans le passé. Dans sa nouvelle quête de domination mondiale, elle cherche à dominer l'UE et à en faire une alliance militaire armée jusqu'aux dents.

Cela a un impact direct sur la politique intérieure. Le militarisme et les politiques de grande puissance sont incompatibles avec la démocratie. Des années de coupes dans l'aide sociale combinées à une énorme expansion d'un secteur économique à bas salaires ont déjà énormément exacerbé les tensions de classe. Maintenant, l'augmentation des dépenses militaires est à l'ordre du jour. L'objectif convenu dans le pacte de coalition de 2 pourcents du PIB tel que requis par l'OTAN équivaut à un doublement du budget militaire à un total de 70 milliards d'euros par an. Tout cela doit être payé par la classe ouvrière.

C'est pourquoi la campagne contre les réfugiés s'intensifie de nouveau, bien que le nombre de demandes d'asile diminue de manière significative. Cette campagne sert à détourner le

mécontentement social vers la couche la plus vulnérable de la société. En même temps, elle est utilisée pour éliminer les droits démocratiques fondamentaux et ériger un État policier pour réprimer l'opposition sociale.

Le nouveau ministre de l'Intérieur et de la patrie, Horst Seehofer (CSU), a marqué le début de cet assaut renouvelé dimanche en annonçant un « plan directeur pour des déportations plus déterminées », une surveillance de masse et d'autres mesures d'État-policier. Le même soir, au cours d'un talk-show télévisé, il a reçu le soutien de la nouvelle secrétaire générale de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, de la politicienne SPD Manuela Schwesig, de la cheffe du groupe parlementaire du Parti de gauche, Sahra Wagenknecht et du leader du FDP, Christian Lindner.

Lundi, le chef adjoint de la CSU et chef de groupe du Parti populaire européen au Parlement européen, Manfred Weber, a emboîté le pas avec une longue interview à la *Süddeutsche Zeitung*.

Weber a déclaré qu'il était « horrifié » par le résultat des élections italiennes. Un effondrement de l'UE « signifierait la fin de notre importance mondiale », a-t-il averti. Il a ensuite identifié « l'échec pathétique » des États de l'UE « en matière de politique migratoire » comme le principal problème.

Sa solution: « Nous avons besoin d'une sécurité renforcée à nos frontières [. ...] Si les Bulgares tentent d'empêcher la migration illégale avec des clôtures à la frontière avec la Turquie, ils méritent d'être soutenus. » L'Europe a besoin « d'agents opérationnels » pour sécuriser conjointement les frontières. Au lieu des 1500 actuels, il en faut « au moins 10 000 ».

En tant qu'exemple à suivre pour l'expulsion des réfugiés, Weber a cité l'accord de 2016 avec la Turquie. « Nous devons organiser des rapatriements directs mais structurés depuis les camps, comme par exemple depuis Lesbos [l'île grecque] vers la Turquie [...] En Libye, nous devons au moins construire des enclaves vers lesquelles nous pouvons ramener les migrants illégaux et nous en occuper ».

« Une politique étrangère sale et orientée vers les intérêts », « d'énormes dépenses dans les opérations militaires », « des expulsions déterminées », voilà la pierre angulaire de la politique du nouveau gouvernement qui a pris ses fonctions hier. Ce sera le gouvernement allemand le plus à droite depuis le renversement du régime nazi.

Peter Schwarz

Lire également :

[Allemagne: les nouveaux ministres sociaux-démocrates](#)

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Peter Schwarz](#), wsws.org, 2018

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca